

TOUS À L'ÉCOLE

Le prêt pour payer l'école de vos enfants

Jusqu'à **5** mois de salaire*

Réponse en **72H****

Remboursable sur **11** mois maximum

Subscription possible sur BOAweb

N°071 | Mercredi 31 juillet 2024 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA



IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

ENTREPRISE



PAGE 6

ZENCARD, la carte de mobilité de Zener

ECO-FINANCE

BOAD : faits marquants de l'année 2023

P. 3



IDÉES

Réinventer la planification urbaine africaine dans le local

P. 2

CULTURE

Evala 2024 : BOA-TOGO aux côtés des lutteurs et du public

P. 7



ECO-SOCIAL

Foire Made in Togo 2024 : Entrée gratuite et stands à prix réduits

P. 5



POLITIQUE

Intersession parlementaire : Les députés de l' UNIR au contact des populations dans l'Ogou et le Vo

P. 4



BLIKUHA +22896616615 @blikuha_by_ayawas www.ayawas.org

Réinventer la planification urbaine africaine dans le local

Le retard accusé par l'Afrique en matière de « développement urbain » oblige désormais à l'opérationnalisation d'une approche locale de la planification urbaine. Car là se joue la maîtrise de l'urbain sur le continent.



Des ajustements structurels aux plans d'urgence

Les villes africaines grossissent tous les jours. Pour en comprendre l'origine, il faut remonter au choc pétrolier des années 1970 et à la chute des produits de base qui ont fragilisé les Etats africains, devenus nécessiteux de l'aide des institutions de Bretton Woods. En 1981, le rapport « Développement accéléré en Afrique subsaharienne : un programme d'action » de la Banque mondiale, vient en réponse avec une série de mesures drastiques (privatisation des entreprises publiques et parapubliques, suppression des subventions publiques, déréglementation des taux d'intérêts, dévaluation de la monnaie, etc.) entérinant la mise sous perfusion financière des Etats africains.

Ainsi naissent les programmes d'ajustement structurels (1980-1990) qui obligent à des dégrèvements budgétaires desquels sont frappés de plein fouet les investissements en matière d'équipements, de services et d'infrastructures urbains. Devant l'immense échec des programmes d'ajustement structurels (PAS), et la crise de la dette

qui prend de l'ampleur, les pays africains n'ont alors d'autre choix que de recourir à l'initiative PPTE (Pays Pauvre Très Endetté) et entrent en 1990 dans l'ère des Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dont les premiers écrits (dits de première génération) s'intéressaient particulièrement aux aspects sociaux, d'où une part négligeable accordée aux projets urbains. C'est à partir des années 2000, que la deuxième décennie des DSRP plus orientée vers le développement industriel et agricole englobera une mise en œuvre davantage accentuée de projets urbains.

Une nouvelle vitesse de croisière

A l'ère de l'émergence, tout va de plus en plus vite. Le retard accusé tente d'être rattrapé par des politiques et investissements massifiés par des plans de développement de plus en plus ambitieux. Car les villes africaines sont aussi une promesse potentielle de transformation structurelle et durable du continent. L'enjeu est de trouver le meilleur schéma pour arrimer la gouvernance territoriale et la gestion urbaine aux

défis que pose l'urbanisation. Il y a donc lieu de susciter un leadership responsable en Afrique, d'où la nécessité de renforcer les capacités des acteurs publics territoriaux sur les questions de planification et de gestion du développement urbain. A ce niveau, l'intercommunalité devient un atout considérable pour insuffler une cohérence à l'échelle dans les actions de planification urbaine. Le séminaire international organisé les 26 et 27 septembre 2019 à Loumbila, par les Communes qui composent le Grand Ouaga est un exemple patent d'une action qui vise à renforcer la création de territoires forts et porteurs de projets de grande envergure. La signature à l'issue de ladite conférence d'un mémorandum d'entente assorti d'une feuille de route de mise en œuvre du Grand Ouaga ainsi créé, démontre l'engagement des acteurs communaux de la région. Il faut dupliquer et adapter ce genre d'initiatives à d'autres contextes.

En effet, dans un schéma combiné d'urbanisation accélérée et d'étalement urbain, il est fondamental d'opérer une planification stricte pour maîtriser

l'évolution de la ville. Les modèles (importés) mis en place au sortir de la seconde guerre

mondiale ont échoué du fait de leur déconnexion des pratiques quotidiennes au niveau local, de leurs lacunes en termes de fiabilité des systèmes d'information, et de leur orientation axée sur des plans souvent mal hiérarchisés ou sous-évalués. Les pays africains sont maintenant challengés par la nécessité de mobiliser des données statistiques et prospectives précises sur les aspects sociaux et économiques vitaux à l'orientation et à la précision des plans d'urbanisme et d'aménagement du territoire à construire. Un cadre de dialogue entre les différents acteurs est nécessaire pour assurer une vision à 360° sur les objectifs que les Etats doivent projeter ; objectifs dont la cohérence avec les besoins réels est à garantir, dans la perspective de la construction de villes plus ancrées territorialement.

Vitesse oui, précipitation non!

Pour y parvenir la « décentralisation active » prônée par l'association Construire pour demain, est un levier incontournable pour doter les collectivités territoriales de moyens de prise de décision et de gestion

des activités au niveau local, sous l'égide des Ministères de l'administration territoriale. Car la maîtrise de l'urbain en Afrique, n'existera véritablement que dans le local.

Or, les efforts, actuellement dans l'air du temps, de décentralisation politique vers le local ne s'improvisent pas et doivent s'appuyer sur les savoir-faire d'administrations décentralisées compétentes et formées en ce sens. Quoi de pire, en effet, que d'assister à des exercices de décentralisation du pouvoir de décision en charge du processus local de planification territoriale dont les lauréats, aussi démocratiquement désignés qu'ils puissent l'être, se retournent sur des administrations vides, non seulement de moyens mais également de toute forme d'intelligence prospective sur le devenir des villes d'Afrique ?

Il faut bien reconnaître, à cet égard, que les modèles reproductifs en termes de planification urbaine actuellement les plus en vogue en Afrique sont massivement inspirés des situations occidentales que l'on pourrait caricaturer de « vues à la télé », ceux-là mêmes, hérités d'erreurs de vision des planificateurs du XXIème siècle ayant conduit à une hyper fonctionnalité des affectations territoriales, sans considération des impacts en termes d'énergie, de mobilité ou de vulnérabilité aux aléas climatiques, dont les gestionnaires occidentaux actuels ont toutes les peines du monde à se débarrasser.

Planifier dans le local, c'est, au final, se résoudre à donner du sens à une approche territoriale centrée sur la prospective et visant à de faire l'urbain, le territoire, dans la durabilité. C'est un défi de gouvernance.

Dr Beaugrain Doumougue (1) & Marc Schlitz (2)

(1) Beaugrain Doumougue est ingénieur civil, physicien du bâtiment et expérimentateur urbain. Il préside Construire pour demain et dirige le groupe scientifique SIGMA et le cabinet STRATCO.

(2) Marc Schlitz est expert en environnement au service de la Cellule Stratégique de la Ville de Liège.

BOAD : faits marquants de l'année 2023

Serge Ekue, le président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) rappelle dans le rapport annuel 2023 de son institution que : « l'année 2023 aura été marquée au plan international par les conséquences à long terme de la pandémie de la COVID-19, la poursuite du conflit russo-ukrainien, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, la persistance de l'inflation à des niveaux élevés et le resserrement continu des politiques monétaires (hausse des taux d'intérêt) ».

Cependant, malgré ces difficultés, « la BOAD a joué pleinement son rôle en tant qu'institution cœur de cible du financement dans l'Union », a-t-il indiqué notant notamment qu'un concours record de 978,7 milliards FCFA a été accordé à ses États membres, dont 858,9 milliards FCFA en prêts à moyen et long terme (87,8%), 75 milliards FCFA en prêts à court terme (7,7%), 23,4 milliards FCFA en prises de participations (2,4%), et 15 milliards FCFA en opérations.

Le président souligne que ces financements accordés par la Banque auront un impact de 160 300 m³/jour de production d'eau, 11 745 hectares de terres agricoles irriguées, 91 750 tonnes de production rizicole et 364 376 emplois créés.

L'année 2023 a été aussi chargée d'événements pour la BOAD.

LA Banque a obtenu sa ré-accréditation auprès du Fonds Vert pour le Climat

Le 13 mars, la BOAD adhère à la Coalition Finance In Common (FICS) sur le genre, dirigée par UN Women et la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette adhésion reflète la volonté de la Banque de combattre les inégalités de genre et de favoriser l'autonomisation des femmes et des filles.

Toujours dans ses relations institutionnelles, le 10 juillet, la BOAD a vu son accréditation auprès du Fonds Vert pour le Climat (FVC), confirmée et même rehaussée. La Banque est autorisée à mobiliser des ressources allant jusqu'à 250 millions de dollars par projet, sous forme de dons, de prêts à taux préférentiels, de garanties et de lignes de refinancement, afin de lutter contre les effets négatifs des changements climatiques dans les États membres de l'UEMOA.



Siège de la BOAD à Lomé

La Banque a aussi pris une part active à la Conférence des Parties (COP) 28 qui s'est tenue à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre. Elle y a coordonné et participé à 28 événements parallèles à la COP autour de thématiques diverses comme les villes durables, l'agriculture climato-intelligente, le marché des financements verts, l'économie bleue et les partenariats régionaux.

Quelques autres faits importants de 2023

En 2023, de nombreux partenariats stratégiques ont été signés pour améliorer l'action de la BOAD dans divers domaines. Le 25 mai, la BOAD et Africa 50 signèrent en Egypte un accord visant le développement et le financement d'infrastructures vertes en Afrique. Le 7 juin, la Banque a signé un accord avec Africa Smart pour favoriser la transformation numérique en Afrique de l'Ouest.

De plus, la Banque a signé, le 8 juin, un accord-cadre avec l'association Côte d'Ivoire Innovation 20 (Ci20) afin de collaborer à des projets de transition numérique. Un autre accord avec Intelsat a été signé le 3 août pour rendre plus accessible l'internet à haut débit aux populations rurales de la zone UEMOA.

Le 26 septembre, le Conseil des ministres de l'UMOA a acté la création d'un fonds d'études pour le financement d'études de faisabilité de projets climat dans les États membres de l'UEMOA, doté initialement de quatre milliards FCFA.

Lors de la 5^e réunion de leur cadre de coopération, le 8 décembre, au siège de la Banque à Lomé, la BOAD et la Commission de l'UEMOA, ont signé un accord qui améliorera la cohérence de leurs actions et favorisera les synergies dans les chantiers régionaux.

L'initiative « Ruban rose » a été lancée le 1^{er} octobre.

La BOAD a obtenu l'entrée de la BADEA dans son capital

Le 02 mai, BOAD Titrisation clôture avec succès son opération de titrisation en mobilisant 150 milliards FCFA, démontrant l'intérêt des investisseurs pour ce type d'opération inédite.

Le 13 juillet, la Banque a contracté une police d'assurance-crédit de 278 milliards FCFA, soit 11% de son portefeuille global de prêts, auprès d'une sélection de neuf principaux assureurs privés européens.

L'agence de notation internationale Fitch confirme le 5 mai la notation de crédit BBB de la BOAD avec perspective stable et rehausse sa notation intrin-

sèque de BB+ à BBB. Cette évolution positive est le résultat d'une série de bonnes performances et de développements récents, dont l'augmentation de capital, le renforcement des ratios de capitalisation, et l'accès de la Banque à la fenêtre de refinancement de la Banque centrale.

La BOAD a également eu un rôle et une influence croissante sur la scène internationale. Le 15 octobre, son président, Serge Ekue, a été élu coprésident de l'IDFC (International Development Finance Club) avec Javier Diaz Fajardo, président de Bancoldex. L'élection pour un mandat de deux ans permettra à la BOAD de participer activement à l'alignement des banques publiques de développement sur l'agenda 2030.

Le Conseil des ministres de l'UMOA a approuvé, le 21 décembre, l'entrée de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) à son capital. Cette entrée, avec 30 millions de dollars, a inauguré la seconde phase du projet d'augmentation de capital de la Banque. Le 4 décembre, la BOAD et la Banque mondiale ont intensifié leur partenariat.

La BOAD a fêté ses 50 ans

Une conférence-débat sur la finance climat a eu lieu le 16

mars. Le 30 juin, la BOAD a organisé à Lomé un atelier sur la gestion durable des déchets ménagers et industriels dans les États membres de l'UEMOA afin de partager les expériences et de trouver les projets les plus intéressants à accompagner dans ce domaine.

La Banque a pris part à l'organisation, les 27 et 28 novembre à Abidjan en Côte d'Ivoire, d'une table ronde des Partenaires Techniques et Financiers pour le financement de la Stratégie de Développement de Pôles Énergétiques (SDPE) et du Programme Régional de Développement de l'Économie Numérique (PRDEN). Plusieurs milliards FCFA ont été mobilisés grâce à cette initiative, témoignant de la confiance des partenaires dans le développement de la zone UEMOA.

Le 14 novembre, la BOAD a fêté ses 50 ans. Elle a placé cette célébration sous le signe de la « réflexion » et de l'« intelligence collective ». Du 23 août au 11 novembre, la banque a organisé, depuis Lomé, six ateliers thématiques avec des invités et des experts sur le thème « 2023 - 2073 : financer le développement autrement, la BOAD du prochain cinquantenaire ».

INTERSESSION PARLEMENTAIRE : Les députés de l'UNIR au contact des populations dans l'Ogou

Mercredi 24 juillet, une délégation parlementaire de la majorité « l'Union pour la République (UNIR) » a rencontré à Atakpamé les autorités administratives, religieuses et traditionnelles ainsi que des responsables de la société civile de la préfecture de l'Ogou.

Il s'agissait de parler des bénéfices de la 5^e République et des modalités concrètes de son application.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du travail des députés qui, pendant l'inter session parlementaire, de juin à octobre, contactent les populations afin de discuter avec elles des questions d'actualité.

La délégation de sept députés conduite par Komi Sélom Klassou, ancien Premier ministre, a

éclairé les acteurs de la préfecture sur la constitution de la 5^e République, promulguée le 6 mai 2024.

« Cette nouvelle constitution est remplie d'avantages pour la population », a rassuré le chef de la délégation, l'honorable Sélom Klassou. Les députés ont mis en avant les avantages économiques que l'on peut en tirer. Ils ont également fait remarquer que cette constitution garantit les droits et libertés des citoyens et accorde une place importante à la chefferie traditionnelle.

Les députés ont expliqué que les institutions prévues par la nouvelle constitution, y compris le président du Conseil, le président de la République et le Sénat, devront être mises en place dans un délai de douze mois.

L'initiative de la rencontre a été bien reçue et bien accueillie par les populations à la base qui espèrent que cette proximité se poursuivra afin d'engager davantage les populations dans le développement du Togo.

« Je suis ravi de ces moments d'échange. Nous, les jeunes d'Ogou, remercions Son Excellence Faure Gnassingbé pour avoir encouragé les parlementaires à revenir à la base pour discuter des choses importantes de notre pays », a indiqué un participant et fils de l'Ogou.

D'autres sujets ont été abordés lors de la rencontre, tels que l'agriculture, la santé, l'eau, l'éducation, les pistes rurales et l'énergie. Les participants ont également reçu un compte rendu des séances à l'Assemblée nationale.



Au milieu, Mme Kouigan Yawa, député de l'UNIR.

« Notre délégation a été émerveillée par l'accueil réservé aux populations. Les populations ont énormément apprécié cette initiative du président de la République, président de notre grand parti, et ont donc été très attentives à ce qu'on est venu leur dire. Nous avons été très attentifs à toutes les préoccupations exprimées concernant divers secteurs. Nous notons que les populations sont satisfaites des actions du

président de la République et du gouvernement. Mais elles ont aussi exprimé des doléances pour améliorer leur situation de tous les jours », a indiqué le député Djossou Semondji.

Il faut noter que la délégation était composée, entre autres, des députés Yawa Kouigan et Kokou Eké Hodin.

Armand K.

Les députés de l'UNIR au contact des populations dans le Vo

Le mercredi 10 juillet, les députés de l'Union pour la République (UNIR) ont rencontré les populations de la préfecture de Vogon.

Les parlementaires ont échangé avec ces populations sous la conduite du député Aristide Kodjo Agbossoumonde. Réunissant les élus des préfectures de Lacs, du Bas-Mono et de Vo, la délégation a rendu compte aux populations des quatre semaines d'activités à l'Assemblée nationale, puis elle a discuté des priorités de l'heure.

De nombreuses forces vives de la société étaient présentes à ce rendez-vous, notamment les groupements de femmes et de jeunes, la chefferie traditionnelle, les CVD et CCD, les agents de santé, les enseignants, les agriculteurs, les commerçants, les artisans et les élus locaux.

Les députés ont tour à tour éclairé les communautés sur le déroulement des travaux de modification du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, les nouvelles implications ainsi que l'élection du bureau de l'As-

semblée nationale sous la présidence d'un bureau d'âge.

Ils ont profité de la tribune pour mieux expliquer aux populations les avantages du régime parlementaire.

Cette occasion a également permis aux élus de recueillir les doléances et préoccupations actuelles des populations, comme les examens de fin d'année, la transhumance, l'exploitation des mines et l'amélioration du rendement agricole. Tout s'est passé dans une atmosphère amicale avec des discussions

franches.

« Dans la nouvelle constitution, le Parlement est au cœur de la vie politique du pays et les députés à l'hémicycle ne sont plus seulement une courroie de transmission de doléances ou des préoccupations des populations, mais ils doivent être beaucoup plus actifs sur le terrain pour porter les projets du gouvernement, porter les initiatives qui sont dans leurs différentes localités en vue d'assurer un développement local », a expliqué l'honorable Agbossoumonde.

À la fin de la rencontre, les participants n'ont dissimulé leur satisfaction à l'égard de cette action qu'ils espèrent durable.

« Cette démarche nous a comblés et nous a édifiés. Avant, nous ne comprenions pas bien certaines choses, mais à travers cette rencontre, nous sommes en mesure de répondre à certaines questions qui proviennent de nos populations », a déclaré Togbui Odzima Kalipé IV, chef supérieur de la ville et du canton de Vogon.

Amen le Saint

Vogon: des députés de l'UNIR sur les chantiers

Le vendredi 26 juillet, une délégation du parti l'Union pour la République (UNIR) a visité la commune de Vo 1. L'équipe dirigée par Kodjo Aristide Agbossoumonde a rencontré notamment le préfet de Vo, le maire de Vo 1, et le chef de canton de Vogon avant de descendre sur le terrain.

Selon nos confrères de Togotimes, les députés se sont rendus à l'hôpital préfectoral de Vogon, où ils ont eu une réunion avec la direction de cet hôpital et une équipe de la direction préfectorale de la santé de Vo.

Les députés ont abordé les

conditions de travail du personnel médical et ont noté les difficultés et les inquiétudes relatives particulièrement à l'accueil et au traitement des patients. Au cours des discussions, un cadre approprié a été créé pour traiter les préoccupations les plus urgentes, et porter les autres réclamations pour qu'une solution pérenne soit trouvée.

Au marché de Vogon (Gbéké), les cadres UNIR de la préfecture de Vo ont répondu concrètement aux doléances posées par les commerçantes du marché pendant la campagne du double scrutin législatif et régional. Deux hangars

modernes et deux forages sont en construction sur le site du marché, sur le propre financement de ces cadres. Les députés ont pu constater l'évolution des travaux.

Des inondations ont souvent lieu à l'EPP Adjrégo-Centre, une des plus vieilles écoles primaires publiques de la préfecture de Vo. La délégation s'est rendue dans cet établissement afin de mieux comprendre les causes de ce fléau et de trouver une solution durable.

Il est difficile de rallier Dagbati en quittant Vogon, surtout en temps de pluie. Depuis le dimanche 21 juillet, les travaux

de profilage et de rechargement systématique de la voie ont été lancés sur une vingtaine de kilomètres. Lors de sa tournée du jour, la délégation n'a pas manqué de visiter le chantier pour s'informer de l'état d'avancement des travaux.

« Notre démarche est en accord avec les nouvelles responsabilités des députés de la V^e République et vise également à réfléchir ensemble aux actions de développement et d'amélioration des conditions de vie des populations », a



La délégation sur le terrain, vendredi 26 juillet

confié à la presse l'honorable Aristide Kodjo Agbossoumonde.

Le député Simon Yao Elom Kloutse, la déléguée préfectorale du Mouvement des femmes UNIR (MFU) Brigitte Dosseh, des conseillers régionaux et d'autres cadres faisaient partie de la délégation.

JMB

FOIRE MADE IN TOGO 2024 : Entrée gratuite et stands à prix réduits

Du 26 juillet au 04 août, Lomé vibre au rythme de la cinquième édition de la « Foire Made in Togo ».

Pour cette année, la Direction générale du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF Togo 2000) a introduit des innovations dans l'organisation de cette manifestation.

Entrée libre et gratuite à Togo 2000

L'accès au site de Togo 2000 durant cette foire sera libre et gratuit pour tous les visiteurs. Cette mesure, selon Alexandre de Souza, Directeur général du CETEF, vise à encourager le public à se rendre massivement au CETEF afin de soutenir la politique de consommation locale du gouvernement et donner un coup de pouce aux producteurs locaux.

Réduction du prix des stands

Marquant sa volonté de soutenir les entreprises locales, le gouvernement a accordé une subvention aux exposants, permettant ainsi une réduction significative du prix de location



La ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Consommation locale, Kayi MIVEDOR-SAMBIANI a officiellement inauguré, lundi 29 juillet, à Lomé, la 5ème édition de la Foire Made in Togo (credit photo : afreepress.net)

des stands. Concrètement, le prix d'un stand de 3m² est réduit à 24 000 FCFA pour toute la durée de la foire, contre 200 000 à 300 000 FCFA l'année précédente. « Il s'agit d'un vrai coup de

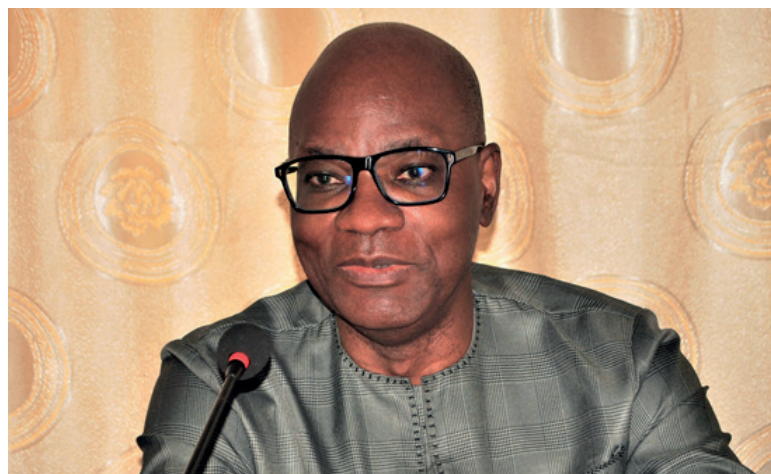
pouce, se réjouit Dr Souza. Le gouvernement se donne les moyens nécessaires pour atteindre son objectif de promouvoir la production et la consommation locales » Il faut rappeler que la Foire

Made in Togo a pour principal objectif de mettre en lumière les nombreuses innovations des jeunes Togolais, souvent méconnues du grand public. Cette année, elle se tiendra autour du thème : «

Contribution de la consommation des biens et services au service du développement ».

Amen le Saint

VIH/SIDA : Le Grand Lomé doit faire reculer la maladie



Vincent Pitche (credit photo : republicoftogo.com)

Le Conseil National de Lutte contre le VIH-Sida (CNLS) a récemment présenté, les résultats des 4es Journées Scientifiques sur le VIH/SIDA tenues le 15 juillet dernier, révélant des avancées significatives dans la lutte contre le virus au Togo. Avec une couverture thérapeutique de 88% et près de 100% des personnes testées positives sous traitement, le pays est sur la bonne voie. Toutefois, des défis subsistent, notamment une

prévalence alarmante dans le Grand Lomé.

Lors de la présentation des résultats des 4es Journées Scientifiques sur le VIH/SIDA, le Conseil National de Lutte contre le VIH-Sida (CNLS) a annoncé que le Togo a atteint une couverture thérapeutique de 88%. Près de 100% des personnes testées positives sont sous traitement, avec 90% de ces patients ayant réussi à supprimer leur charge virale.

« La suppression de la charge virale s'est avérée être une stratégie de prévention efficace. En mettant l'accent sur cette approche, le Togo pourrait réduire de manière significative la transmission du VIH. Lorsque les patients parviennent à une suppression complète de la charge virale, ils ne transmettent plus le virus, ce qui pourrait interrompre la chaîne de transmission », a souligné le rapport du CNLS.

Cependant, le Conseil alerte sur un risque de contamination

particulièrement élevé dans la capitale et ses environs. La prévalence du VIH est dix fois plus élevée dans le Grand Lomé que dans l'intérieur du pays, jusqu'à la région des Savanes au nord. Le CNLS insiste donc sur la nécessité de concentrer les efforts de prévention et de traitement dans le Grand Lomé. Il est crucial de renforcer la décentralisation des services de santé afin d'améliorer l'accès aux soins dans les régions moins affectées.

« La science est dynamique et

les connaissances permettent de mieux orienter les interventions de lutte. Il faudra donc mieux planifier à partir des données probantes », a déclaré Pr Vincent Pitche, coordonnateur du CNLS.

Le rapport recommande également une mobilisation accrue des ressources financières et humaines pour combattre la maladie dans la capitale et ses environs.

Amen le Saint



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur Général

Tété B. MENSAH-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:

Jean-François Pollet

Directeur de publication

ANIKA Koffi Amen

Tél : +228 91024439

Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboe

Gilles Lawson

Service commercial:

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

Mise en page

A. Maxime +228 91 08 91 02

Imprimerie

Light Print, Qt Forever
1000 exemplaires)

Distribution

DAMALI Kossi

Contacts

Avepzo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

MONÉTIQUE : IBSS-group, à la pointe du savoir monétaire et informatique

Présent dans 13 pays africains, IBSS Group propose des solutions de sécurisation de paiement et de traitement des billets. Elle ne cesse de diversifier son offre commerciale pour répondre aux besoins des entreprises et élargit désormais son domaine d'action aux solutions digitales.

La société existe depuis une vingtaine d'années avec au départ, son siège à Niamey au Niger. Aujourd'hui, avec sa plateforme à Lomé, le groupe s'implante dans plusieurs pays du continent. « La décision de répandre une telle structure en Afrique de l'Ouest et centrale est née au vu des besoins grandissants exprimés par le marché. Notre société s'appuie sur des ingénieurs expatriés expérimentés et une équipe technique et dynamique de jeunes », note-on auprès de la société.



Concernant la sécurité monétaire, l'International Business Security Solution (IBSS)-group s'est donné pour mission d'agir face aux fraudes. La société propose des compteuses de billets et divers produits de caisse qui rendent le paiement et le traitement des billets rapides et fiables.

La société occupe une place de choix dans la monétique et peut s'enorgueillir de proposer à des institutions bancaires, depuis fin 2019, de nouveaux produits que sont les bornes de remise de chèques et des machines de dépôt d'espèces de dernière

technologie.

La force de la société se repose sur l'offre à des prix concurrentiels grâce à des commandes qu'elle fait depuis les maisons de fabrication, sur la proximité des techniciens pour la maintenance et interventions rapides, et sur la disponibilité des pièces de rechanges.

IBSS-group se veut innovateur et fédérateur de solutions digitales, en proposant « des services adaptés aux besoins nouveaux des entreprises au travers de la transformation digitale et en étendant ses offres numériques au sein de toutes les organisations, activités et processus. IBSS-group souhaite garantir constamment la qualité et le sérieux dans des domaines aussi sensibles que sont la monétique et le digital.

JMB

Zencard, la carte de mobilité de Zener Zencard simplifie les achats de carburant, de lubrifiants et de restauration.



ZENER SA, l'entreprise évoluant dans les produits pétroliers et gaziers, propose une carte de carburant rechargeable à volonté. Cette carte permet de s'approvisionner librement en carburants ou d'acheter des lubrifiants dans le réseau des stations-service Zener au Togo, 24h sur 24 et 7 jours sur 7. Elle est proposée

aux particuliers, tout comme aux entreprises ou institutions. La carte peut être rechargée via mobile money, compte bancaire et la carte visa. Pour les entreprises, il existe aussi une offre « postpayée ». Zencard permet à ses utilisateurs de contrôler aisément leur budget et dépenses de carburant. On peut aussi trans-

féer le carburant de carte à carte. Il est également possible de payer dans les restaurants BONICI grâce à cette carte à puce.

Zencard est accessible à tout le monde. Avec 1000 francs et muni d'une carte d'identité, chacun peut acheter la Zencard dans les stations-service Zener.

Il est également possible de la commander via l'application mobile Zenfamili.

L'application Zenfamili est disponible en téléchargement gratuitement à partir de Play store ou App store.

Cette application permet de suivre la consommation de façon simple, de consulter en un clin d'œil le solde de sa carte zencard, d'offrir des cadeaux comme les carburants, les lubrifiants et la restauration à des proches. L'application aide à localiser facilement les stations services Zener, connues sous le nom « Oasis».

JMB



COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

N° 020/2024/OTR/CI/DOFG/Bureau TVM/TPU-TR

PERCEPTION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE (TPU) DES TRANSPORTEURS ROUTIERS

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers communément appelée « trimestre » que la perception de ladite taxe au titre du deuxième trimestre 2024 se poursuit conformément aux dispositions de **l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales**.

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du **01 août 2024** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 8 juillet 2024

Philippe Koton B. TCHADJE

Le Commissaire Général p.i.

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : + 228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

N° 021/2024/OTR/CG/CI/DCCF

NUMERO UNIQUE PARCELLAIRE (NUP)

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des partenaires et des usagers que dans le cadre des réformes visant à simplifier et à moderniser les procédures foncières, il est créé, à compter du **1^{er} août 2024**, un identifiant unique parcellaire, dénommé Numéro Unique Parcelaire (NUP). Ce numéro sera utilisé pour désigner et identifier les parcelles de terrain sur toute l'étendue du territoire national.

Il doit obligatoirement figurer dans tout document portant sur un immeuble.

Le format complet et les modalités de gestion de ce numéro seront vulgarisés au moment opportun.

Le Commissaire Général remercie tous les partenaires et compte sur la collaboration de tous pour la réussite des réformes.

Fait à Lomé, le 26 juillet 2024

Philippe Koton B. TCHADJE

Le Commissaire Général p.i.

41, Rue des impôts - 02 B.P. : 20823 Lomé - TOGO
Tél. : + 228 22 53 14 00
Email : otr@otr.tg

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Evala 2024 : BOA-TOGO aux côtés des lutteurs et du public



Du 12 au 21 juillet ont eu lieu en pays Kabyè, les Evalas, une lutte sportive et des rites traditionnels pratiqués chaque année dans la kozah, région de la kara, au Togo. Comme l'année dernière, BOA-Togo était présent dans les arènes des luttes et bien visible dans la ville de Kara.

Les hommes, les femmes et les enfants étaient aussi vêtus de t-shirts et de shorts à l'effigie de la banque.

« Nous avons une nouvelle fois répondu aux appels des cantons et c'est en présence du Chef de l'état Togolais avec une forte délégation d'opérateurs économiques, d'investisseurs, de

baillleurs de fonds, de ministres, d'invités et bien d'autres que les lutteurs ont fait leurs démonstrations de force en Shorts à notre effigie », a souligné le département marketing, communication et banque digitale de BOA-Togo.

Pendant la période, la Banque

était visible dans les localités de la Kozah. BOA-Togo a encore une fois de plus confirmé ainsi sa présence auprès des populations.

« Notre présence témoigne de l'engagement de BOA TOGO sur les cultures et valeurs des Togolais, ce qui rappelle notre 5^e

engagement selon notre charte RSE qui stimule que BOA doit être acteur du développement humain et territorial », précise le département marketing, communication et banque digitale.

Emile Essessi



Oyem Odjo : portrait d'un artiste dont la carrière fleurissante s'accompagne d'un cœur généreux



L'artiste lors d'une activité de son association

De la poésie au rap, en passant par le slam, Oyem Odjo trace un parcours musical unique entre le Togo et les États-Unis. Cet artiste polyvalent, a su conquérir le cœur du public togolais malgré la distance.

Odjo Oyekola Armiyawo à l'état civil, Oyem Odjo sur scène est un artiste compositeur, interprète, chanteur, rappeur et slameur togolais résidant aux États-Unis d'Amérique.

Il est né à Tabligbo dans la préfecture de Yoto au Togo de parents originaires du Nigeria. Il a su marquer son empreinte dans l'industrie musicale togolaise grâce à son amour pour la poésie et la musique. Influencé par des figures telles que feu Jimi Hope, c'est au collègue qu'il commence à nourrir sa passion pour l'art. En 2006, il décide de transformer ses vers de poésie

en slam et rap, s'intégrant alors dans le groupe Agapé en 2008 pour ses premiers pas significatifs dans le milieu musical.

Une carrière fleurissante

En 2009, Oyem Odjo entame sa carrière solo avec la sortie de son maxi-single intitulé « Mère Afrique ». Ce projet, composé de quatre titres, lui permet de se distinguer et d'être finaliste au Togo Hip Hop Awards (actuellement All Music Awards) aux côtés d'artistes tels que Sikavi Lauress et Tesco le Rebelle. Cette reconnaissance propulse sa carrière et lui ouvre de nouvelles opportunités.

Après une courte absence sur la scène musicale pour des raisons de voyage, il revient au-devant de la scène en 2017 avec un album de quatorze titres toujours intitulé « Mère Afrique ».

Sur cette œuvre artistique, on

trouve des morceaux tels que « MÈRE AFRIQUE », « Je comprends », « Il est temps de se réveiller », « Psaumes », « Pourquoi », « Hommage à toi Papa », « Maman », « Togolese together », « Ma couleur de peau », « Mère Afrique Remix », « Horizon », « Mille Merci », « Une autre vie » et « Viens dans la vie ».

L'artiste ne s'est pas reposé les années qui ont suivi. En 2020, il sort « Ma passion Mon carburant ». Trois morceaux ont suivi en 2021, notamment « Jésus revient bientôt », « Femme Africaine » et « Je viens de loin ». Il enchaîne en 2022 avec « Une vie meilleure » et « Dényigba (feat. Bella Bellow) ». En 2023, Oyem Odjo se joint à King Bala pour écrire leur nouvelle histoire « Our Story ».

En 2021, Oyem Odjo a été sacré meilleur « Artiste de la diaspora » à la prestigieuse cérémonie de récompense des artistes togolais, « The Heroes ». Cette distinction souligne non seulement son engagement mais aussi son influence croissante dans l'arène musicale togolaise à l'étranger.

Des surprises à venir

Oyem Odjo réserve de grandes surprises à ses fans. En effet, l'artiste a récemment annoncé la sortie prochaine de son nouvel album intitulé : « Je viens de loin ». Sur ce nouvel opus, Oyem Odjo a réalisé des featuring avec plusieurs artistes tels que Kaana, King Bala, All One, Fof-

Sarfo, Ana's Flow, Senyo, El Hamid Coughadja Touré, Memolaz, etc. Cet album de 15 titres sera disponible très bientôt.

Un artiste au bon cœur

Oyem Odjo apporte également un réconfort à ceux qui sont dans le besoin à travers son association « Oyem Un Don Un Sourire » créée en 2022. Ain-

si, chaque année, l'artiste a fait parler son cœur en offrant des dons de vivres et de non-vivres aux orphelins, veuves et enfants des rues au Togo.

Par cet engagement dans le social, l'artiste contribue au bien-être des enfants nécessiteux de son pays.

Armand K

INFORMER, VALORISER ET OUTILLER LES PROFESSIONNELS DES SECTEURS DE LA COMMUNICATION, DES MÉDIAS ET DE LA CRÉATION DE CONTENU EN AFRIQUE
www.commsafrica.com

CommsOfAfrica

New Generation Managers of Togo

Boostez votre visibilité sur LinkedIn
Stratégies et astuces pour rayonner sur la plateforme professionnelle N°1

Binta BARRY

Alain GABA

17 Août 2024

Heure 09h à 13h

Participation 10.000 F CFA

Chez Frères comboniens en face de la station LK a Cacavelli

Collation offerte
Remise de certification et réseautage

Infonine : 97952026

Trucks for life

ISUZU



F-SERIES

www.isuzu.co.za 